

## ARRÊTE TEMPORAIRE N° AT 2024-0064

\*\*\*\*\*

portant réglementation de la circulation

sur la route D156

Commune de Miglos

Hors agglomération

\*\*\*\*\*

### LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ARIÈGE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5 ;

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

Vu l'arrêté de Mme la Présidente du Conseil départemental de l'Ariège portant délégation de signature en vigueur ;

Vu la demande d'avis adressée à M. le Maire de la commune de Miglos en date du 14/05/2024 ;

Vu la demande d'avis adressée à M. le Maire de la commune de Niaux en date du 14/05/2024 ;

Vu la demande d'avis adressée à M. le Maire de la commune de Capoulet-et-Junac en date du 14/05/2024 ;

Vu la demande de l'entreprise GAUTHIER en date du 07/05/2024 ;

Vu l'arrêté temporaire de circulation n°AT 2024-0058 en date du 07/05/2024 ;

Considérant que des travaux de purge et de confortement d'une zone à risque d'éboulement avec la mise en place de grillages plaqués et de filets de câbles nécessitent de réglementer la circulation pour assurer la sécurité des usagers et des opérateurs du chantier de la route D156, commune de Miglos ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction de l'arrêté temporaire de circulation susvisé et qu'il convient d'y remédier (période des travaux) ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

L'arrêté temporaire de circulation n° AT 2024-0058 en date du 07/05/2024 est abrogé.

## **ARTICLE 2**

A compter du 20/05/2024 et jusqu'au 14/06/2024 inclus, les lundi, mardi et jeudi de 9 h à 16 h 30, les mercredi de 9 h à 12 et de 14 h à 16 h 30, et les vendredi de 9 h à 12 h, la circulation des véhicules est interdite, y compris celle des piétons et des cycles, sur la route D156 au PR 1+0900 (Miglos) situé hors agglomération.

Toutefois, lorsque la situation le permet, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules d'intérêt général prioritaires (forces de l'ordre et secours) et aux véhicules et engins affectés au chantier.

## **ARTICLE 3**

A compter du 20/05/2024 et jusqu'au 14/06/2024 inclus, les lundi, mardi et jeudi de 9 h à 16 h 30, les mercredi de 9 h à 12 et de 14 h à 16 h 30, et les vendredi de 9 h à 12 h, une déviation est mise en place pour les véhicules jusqu'à 3,5 tonnes.

Cette déviation emprunte les voies suivantes : routes D156, D56, D8 et D256.

**Aucune déviation ne peut être mise en place pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes eu égard à la configuration des lieux.**

## **ARTICLE 4**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière est mise en place, entretenue et déposée par :

*Entreprise GAUTHIER (M. Quentin CHAUVET)  
05 61 72 75 75 / 06 17 66 39 85 / [quentin.chauvet@vinci-construction.fr](mailto:quentin.chauvet@vinci-construction.fr)*

## **ARTICLE 5**

Pendant sa durée de validité, les dispositions définies par le présent arrêté se substituent à toutes les dispositions contraires existantes.

## **ARTICLE 6**

Toute personne désirant contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal administratif de Toulouse d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité prévues. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Ce recours gracieux doit cependant intervenir dans les deux mois si son auteur souhaite conserver la faculté d'exercer par la suite un recours contentieux.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 7**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 8**

Mme la Présidente du Conseil départemental de l'Ariège est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée à :

- Sécurité civile,
- M. le commandant de la compagnie de gendarmerie de Foix,
- M. le directeur départemental du SDIS,
- M. le chef du district Foix Haute-Ariège,
- M. le maire de la commune de Miglos,
- M. le directeur de l'entreprise GAUTHIER.

Et pour information :

- M. le maire de la commune de Niaux,
- M. le maire de la commune de Capoulet-et-Junac.

A Foix, le 16/05/2024

P/La Présidente du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint des routes départementales

Pierre DABOSI